Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Religions- und Kulturgeschichte = Revue suisse d'histoire religieuse et culturelle = Rivista svizzera di storia religiosa e culturale

Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

Band: 115 (2021)

Artikel: Lobbying et expertise durant le processus d'Helsinki : l'institut suisse Glaube in der 2. Welt et la défense des libertés religieuses dans le bloc de l'Est

Autor: Roulin, Stéphanie

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-958548

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Lobbying et expertise durant le processus d'Helsinki – L'institut suisse *Glaube in der 2. Welt* et la défense des libertés religieuses dans le bloc de l'Est

Stéphanie Roulin

Créé en 1972 pour dénoncer le sort des chrétiens persécutés derrière le rideau de fer, le discret institut zurichois G2W fait partie de la poignée d'ONG suisses encore actives en Russie trente ans après la chute du régime communiste.[1] En 2021, il soutient trois projets caritatifs à Saint-Pétersbourg, tout en poursuivant son travail d'information sur la religion et la société dans les pays de l'ancien bloc de l'Est. Son nom complet, *Glaube in der 2. Welt* («la foi dans le deuxième monde») est devenu inintelligible. Seul reste en usage l'acronyme G2W, que l'institut a choisi de conserver en dépit de profonds changements survenus entre le moment de sa création, le tournant des années 1990 et nos jours.[2]

Basée sur la documentation et les archives de G2W, ainsi que sur les archives du Conseil œcuménique des Églises (COE), cette contribution étudie comment un institut taxé d'anticommunisme et soupçonné d'être à la solde de la CIA a pu se transformer en «Forum œcuménique pour la foi, la religion et la société entre l'Est et l'Ouest». Elle postule que les prémices de cette mue apparaissent au cœur même de la Détente, dont les accords d'Helsinki en 1975 sont l'un des principaux résultats. La réputation de G2W était alors mal établie. Œuvrant sans le soutien de la Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS) qui le jugeait anticommuniste, il était aussi en porte-à-faux avec le COE, qui privilégiait le dialogue

[1] Je remercie Regula Spalinger, responsable de projet à G2W, ainsi que Tobias Privitelli, chargé d'affaires a. i. auprès de l'ambassade suisse à Moscou, pour les indications sur les ONG helvétiques actives dans la Fédération de Russie. Cet article doit également beaucoup à Luc van Dongen, qui m'avait aimablement transmis des notes sur le Schweizerischer Aufklärungsdienst, dont j'ai pu consulter par la suite le fonds à l'Archiv für Zeitgeschichte (AFZ).

[2] Interview d'Erich Bryner, directeur de G2W (1992–2005) par Luca Panarese, «La revue G2W face au moment 1989», travail de séminaire de master (non publié), Université de Fribourg, semestre d'automne 2019, 27.

SZRKG/RSHRC/RSSRC, 115 (2021), 119–135, DOI: 10.24894/2673-3641.00085

avec les Églises officielles à l'Est plutôt que la dénonciation. En quelques années, G2W est cependant parvenu à s'imposer comme expert au sein du dispositif né d'Helsinki, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Après avoir abordé les origines, le mode d'action et le réseau de l'institut, nous verrons comment il a été pris à son propre jeu dans la confrontation avec les organisations religieuses qu'il accusait de partialité. Sensible aux reproches analogues qu'elles lui adressaient en retour, il a adapté sa stratégie, suffisamment du moins pour éviter les écueils qui entraîneront certains de ces partenaires dans la défense d'un christianisme ultraconservateur et islamophobe.

En dehors des rétrospectives rédigées à l'interne,[3] les travaux qui mentionnent l'institut sont en nombre réduit. Fruit du travail de journalistes d'investigation orientés à gauche, *Die Unheimlichen Patrioten* (les inquiétants patriotes, 1979–1984) constitue un livre à charge.[4] Quoique très documenté et informé, ce volumineux *who's who* de la «réaction politique» en Suisse donne une vision limitée de l'action et du réseau de G2W. L'institut apparaît comme un point de contact entre les organisations chrétiennes de droite et les acteurs «fixés sur l'Est» (*Ostfixierte*) auxquels il est assimilé sans trop de nuances. Des études plus récentes évacuent à l'inverse la question de l'anticommunisme.[5] Elles soulignent l'important travail de récolte et de diffusion d'information de l'institut auprès des deux instances les plus susceptibles d'influer sur le sort des croyants du bloc de l'Est, le COE et la CSCE. Spécialiste des relations entre ces deux organisations et les Églises, l'historienne Katharina Kunter évoque l'accueil mitigé réservé en 1976 aux démarches de G2W et de son principal partenaire, le Keston College.[6] Au sein du COE, les avis étaient partagés sur le crédit à apporter à ces officines qui agissaient en marge des Églises occidentales et qui perturbaient le fragile di-

3 Erich Bryner, 40 Jahre Berichterstattung über Osteuropa, in: Religion und Gesellschaft in Ost und West (RGOW), 7/8 (2012), 6–7; Gerd Stricker, Glaube in der 2. Welt Institute: A Religious Research Center in Zollikon near Zurich, in: Occasional Papers on Religion in Eastern Europe, 6 (2003), article 4, 15 p.; Eugen Voss, 20 Jahre Glaube in der 2. Welt (I), in: Küsnachter Jahrheft, 1991, 39–54; Voss, 20 Jahre Glaube in der 2. Welt (II), in: Küsnachter Jahrheft, 1992, 65–74.

4 Jürg Frischknecht/Peter Haffner/Üli Haldimann/Peter Niggli, Die unheimlichen Patrioten. Politische Reaktion in der Schweiz. Ein aktuelles Handbuch, Zurich 1984 (5e éd. augmentée) (1e éd. 1979), 715–719.

5 Présenter G2W et ses partenaires comme des organisations travaillant «hors de toute considération politique» est en effet sujet à caution. Nadezhda Beljakova/Thomas Bremer/Katharina Kunter (dir.), «Es gibt keinen Gott!». Kirchen und Kommunismus. Eine Konfliktgeschichte, Freiburg 2016, 198.

6 Katharina Kunter, Die Kirchen im KSZE-Prozess, 1968–1978, Stuttgart 2000, 177–183.

alogue avec l'Est. D'autres reconnaissaient un criant besoin d'expertise, notamment linguistique, et envisageaient la possibilité d'une division du travail avec G2W, en dépit de ses préjugés négatifs sur l'Église orthodoxe russe.[7]

Le développement de G2W correspond assez précisément aux trois phases identifiées par l'historien Mark Hurst pour les ONG britanniques de défense des droits humains spécialisées dans le bloc de l'Est durant les années 1965–1985: les années de création pendant lesquelles ces organisations établissent leurs bases (du milieu des années 1960 au début des années 1970), la période de la reconnaissance où leur expertise commence à être recherchée (autour de la signature des accords d'Helsinki), et l'obligation de réévaluer le but et le fonctionnement de leurs campagnes afin de gagner en influence.[8] Nous verrons toutefois que, parmi les ONG religieuses cherchant à infléchir le cours des négociations sur la sécurité et la coopération en Europe,[9] G2W constitue une exception au regard de sa longévité.

Tournant des droits humains et course à l'expertise

Dans les relations Est-Ouest, les libertés fondamentales passent du statut de tabou à objet de dialogue dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Les travaux préparatoires définissent trois «corbeilles» de négociation relatives à la sécurité, la coopération et les contacts. Les conférences initiées en 1973 aboutissent à la signature des accords d'Helsinki le 1er août 1975. Parmi les trente-cinq États signataires figurent tous les pays européens (sauf l'Albanie), ainsi que l'Amérique du Nord et l'URSS. Satisfaits d'obtenir la reconnaissance des frontières nées de la Seconde Guerre mondiale, les Soviétiques acceptent également dix principes préliminaires incluant le respect des droits humains.

7 Voir le témoignage tout en retenue de Heinz Joachim Held, Ökumene im Kalten Krieg, in: Heinz-Jürgen Joppien (éd.), Der Ökumenische Rat der Kirchen in den Konflikten des Kalten Krieges. Kontexte-Kompromisse-Konkretionen, Francfort 2000, 21–161 (en particulier 35).

8 Mark Hurst, British Human Rights Organizations and Soviet Dissent, 1965–1985, London 2016, 179–189.

9 Sarah B. Snyder, Human Rights Activism and the End of the Cold War. A Transnational History of the Helsinki Network, Cambridge 2011. Hurst, British Human Rights Organizations and Soviet Dissent (cf. note 8). Andrei Zagorski, The Human Dimension of the CSCE, 1975–1990, in: Nicolas Badalassi/Sarah B. Snyder (ed.), The CSCE and the End of the Cold War. Diplomacy, Societies and Human Rights, 1972–1990, New York/Oxford 2019, 17–42.

Considéré comme un vœu pieu par de nombreux diplomates, ce «décalogue» aura une portée inattendue.[10]

Les signataires sont engagés dans un «processus» entretenu par des conférences dites «de suivi», jusqu'à celle de Paris en 1990 qui mettra officiellement fin à la guerre froide. Il est accompagné par la création de groupes de monitorage de l'application des accords d'Helsinki (Charta 77 en Tchécoslovaquie étant peut-être le plus connu). Ce dispositif a constitué un véritable levier pour les dissidents et est parfois considéré comme l'un des facteurs de la chute des régimes communistes.[11]

Grâce au rôle crucial joué par le Vatican qui, dès les conférences préparatoires, a promu la liberté religieuse comme facteur de paix aussi important que le désarmement,[12] les organisations comme G2W se tenaient dans l'embrasure de la porte. Elles étaient prêtes à «donner une voix à ceux qui ne [pouvaient] s'exprimer»[13]. Leur implication dans les conférences de suivi n'allait toutefois pas de soi, en raison de l'obstruction des États communistes et de la contradiction entre les principes VI et VII des accords (non-immixtion dans les affaires internes, respect des droits humains). C'était sans compter avec la décision des États-Unis, à partir de 1977, de centrer leur politique européenne sur les droits humains, créant un besoin d'expertise que les ONG spécialisées allaient pouvoir combler.

Une réputation sulfureuse

L'institut G2W est fondé durant la phase préparatoire des travaux de la CSCE, en juillet 1972, à l'instigation d'un pasteur zurichois Eugen Voss (1926–2021). Reposant sur le concept d'«aide par l'information» (*Hilfe durch Information*), la mission de l'institut est de rapporter au public germanophone les conditions de vie des croyants dans les pays communistes. Ce soutien indirect consiste à fournir un service de documentation et de traduction qui fait défaut à l'époque.[14] À partir

[10] Tony Judt, Postwar. A History of Europe since 1945, New York 2005, 501–503. Victor-Yves Ghebali/Marlis Steinert, Religionsfreiheit als Thema des KSZE-Prozesses: Die Entwicklung von der Schlußakte von Helsinki bis zum Abschließenden Dokument von Wien (1975–1989), in: Kirchliche Zeitgeschichte, 1 (1993), 47–61.

[11] Georges-Henri Soutou, La Guerre froide, 1943–1990, Paris 2010 (1e éd. 2001), 1054–1055.

[12] Ghebali/Steinert, Religionsfreiheit als Thema des KSZE-Prozesses (cf. note 10), 48–50.

[13] G2W, Reden, wo andere schweigen müssen, 1980, 46 p.

[14] L'abonnement pour la Suisse est de 25 fr. et en Allemagne de 25 DM (soit un peu moins de 50 Euros actuels). Cotisation pour les membres: 50 fr. (abonnement inclus) (un peu moins de 100 Euros actuels).

de 1973, l'institut publie un périodique G2W sur abonnement, ainsi que des livres et brochures.[15]

Les motivations du fondateur sont notamment familiales. Originaires de la Saxe, ses ancêtres paternels étaient établis en Russie depuis 1842 et son père s'était installé en 1914 en Suisse où il avait effectué ses études.[16] Sa mère, Anastasia Galanzoff, étant russe et orthodoxe, Eugen Voss grandit dans les deux cultures. Après une formation au conservatoire de Zurich et l'obtention d'un diplôme d'enseignant de piano, il étudie la philosophie et la théologie à l'Université de Zurich.[17] De 1953 à 1971, il est pasteur dans le canton d'Argovie puis des Grisons. En 1963, à la suite d'une visite à sa parenté en URSS, il est sensibilisé à la recrudescence des persécutions religieuses sous Khrouchtchev (1959–1964). En 1971, il convainc le synode de l'Église nationale des Grisons de le mandater pour développer un concept de coopération internationale. Il démissionne de son poste de pasteur pour se consacrer entièrement à la fondation d'un institut de recherche interconfessionnel.[18] Il joue de ses contacts en Autriche, alors carrefour de la dissidence catholique anticommuniste. Par l'entremise du cardinal de Vienne, il obtient non seulement un entretien avec le cardinal hongrois Mindszenty, mais aussi l'entrée du vicaire général du diocèse de Coire au comité de patronage de G2W.[19]

Lors de son installation à Küsnacht en 1972, G2W aurait éveillé la méfiance de voisins qui soupçonnaient une secte, voire une organisation communiste (!).[20] Les pires critiques viennent toutefois de la Fédération des Églises protestantes de Suisse, qui accuse Eugen Voss d'être stipendié par la CIA.[21] Bien qu'infondé, ce soupçon ne l'a jamais quitté. Dans un hommage appuyé à Voss en 1994, une revue

[15] La revue ‹G2W› évolue d'un sobre mensuel ‹Materialdienst› (1973–1982), à une chic ‹Zeitschrift über Religion, Atheismus und Menschenrecht› (1983–1991), avant de reprendre en 1991 un style plus modeste (ou à la mode?) sur papier recyclé. Après un changement de layout en 2002, elle est renommée ‹Religion und Gesellschaft in Ost und West› (RGOW) en 2011.

[16] Jean-François Mayer, Glaube in der 2. Welt: un institut suisse étudie depuis plus de trente ans la religion en Europe de l'Est – Entretien avec Gerd Stricker et Paul Meinrad Strässle, in: Religioscope, 12.08.2005, en ligne: https://www.religion.info/2005/08/12/glaube-in-der-2-welt-un-institut-suisse-etudie-depuis-plus-de-trente-ans-la-religion-en-europe-orientale/ (consulté le 10.10.2020).

[17] Unbeirrter Kampf für Glaubensfreiheit, in: Akzente. Zeitschrift für evangelische Politik, 1 (1994), 5.

[18] On songe tout d'abord à «Institut zur Erforschung der Lage der Kirchen, religiösen Gemeinschaften und Gläubigen in kommunistisch regierten Ländern mit Staatsatheismus», puis à «Forschungs- und Informationsstelle Religion und Kirche im Kommunistische Einflussbereich» (FI RKKE).

[19] Archives G2W, Lettre de Voss à Martin Fontana, 20.03.1972.

[20] Eugen Voss, Zürichstrasse 155 oder Am Anfang arbeiteten wir auf dem Bauch, in: G2W, 1 (1975), 1.

[21] Voss, 20 Jahre Glaube in der 2. Welt (cf. note 3).

évangélique déplorait cette réputation persistante d'anticommuniste enragé, et le présentait comme l'une des rares personnalités suisses à avoir mené un travail systématique d'information sur les droits humains en Europe de l'Est, et à avoir obtenu des résultats concrets.[22]

Ce travail de fond est sans conteste l'une des clés d'explication du succès et de la longévité de G2W. Les publications de l'institut contrastent avec les récits édifiants mais souvent invraisemblables de la catholique Ostpriesterhilfe, de la Christliche Ostmission du pasteur Hansjürg Stückelberger, et plus encore de la Hilfsaktion Märtyrerkirche du pasteur baptiste Richard Wurmbrand. Opposées par une concurrence acharnée, ces deux dernières ont en commun d'être des franchises suisses d'organisations étatsuniennes dont elles imitent le style et le modèle de financement avec succès – leur budget est légèrement supérieur à celui de G2W.[23] Contrairement à elles, l'institut ne cherche pas à émouvoir dans les chaumières et ne procède pas à de grossières manipulations d'images pour atteindre des objectifs de collecte.[24] Misant sur un style sobre, l'institut développe dès 1974 un service de presse bimensuel, *Informationsdienst*, à destination des médias et des spécialistes. C'est ainsi que Voss parvient à faire d'une modeste officine à la réputation un peu sulfureuse un centre d'expertise reconnu. Bien que privé du soutien de la FEPS, G2W bénéficie de l'appui du synode des Églises cantonales réformées de Suisse alémanique, de l'évêque de Coire Johannes Vonderach et, à sa suite, de tous les évêques de Suisse. De l'aveu de Voss, les démarches initiales auprès de certaines Églises réformées et de la Romandie se sont heurtées à l'indifférence, voire au rejet.[25]

Même limité à l'espace germanophone et sans personnel à ses débuts, le fonctionnement de l'institut requiert de l'argent. Une mise de fonds est rassemblée par un comité de soutien en 1972, mais les efforts de Voss auprès de représentants de la «grande industrie» ne donnent rien.[26] Pendant les premières années, en pleine crise pétrolière, le budget annuel officiel est de 170'000 francs (équivalent aujourd'hui à environ 400'000 €), et G2W lance des appels réguliers à ses membres

22 Unbeirrter Kampf für Glaubensfreiheit (cf. note 17).

23 Voir Frischknecht et al., Die unheimlichen Patrioten (cf. note 4), 715–718.

24 ‹Stimme der Märtyrer› de juin 1978 a recadré une innocente photographie de bambins enveloppés dans des linges éponges rayés à la sortie du bain dans une crèche près de Leipzig, pour la présenter comme une image «illégalement importée d'un camp de concentration soviétique», figurant des enfants en tenues de détenus. Catalogue pédagogique de l'exposition «Bilder, die lügen», 2007, 12.

25 Columbia Butler Library, Lodygensky Papers, box 4. Lettre d'Eugen Voss à Georges Lodygensky, 29 novembre 1973.

26 Archives G2W, Lettre de Voss à Martin Fontana, 20.03.1972.

pour combler les déficits chroniques.[27] Avec l'augmentation du personnel[28] et du volume de la bibliothèque, G2W emménage en 1978 dans des locaux plus spacieux à Zollikon, commune voisine de Küsnacht. Le budget atteindra un million de francs suisses à la fin des années 1970 (environ 1,1 million €), et deux millions à son apogée en 1990 (environ 2,3 millions €).[29]

Le financement est peu détaillé, mais les rapports annuels révèlent que l'essentiel des contributions provient des Églises cantonales, Berne et Zurich en tête. Le lien avec le Conseil de l'Église zurichoise est assuré par l'entrée du prof. Johannes Westermann au comité de G2W en 1976. Comme on le verra, les soupçons de financements étrangers – surtout par la CIA – sont invraisemblables. En l'absence d'archives comptables, on ne peut que spéculer sur d'éventuelles contributions ponctuelles de la branche ouest-allemande de G2W fondée en 1974. Consolidée en 1979, cette section témoigne du décollage de G2W. C'est en densifiant son réseau en Suisse et en Europe de l'Ouest qu'il est parvenu à développer son service d'information et à se frayer un chemin d'accès au COE pour promouvoir la cause de la liberté religieuse dans le bloc de l'Est.

Un réseau ouest-européen

Voss est en contact avec les organisations anticommunistes qui comptent en Suisse, tels que le Schweizerischer Aufklärungsdienst (SAD) et le Schweizerisches Ostinstitut (SOI) de Peter Sager. Tous sont réunis sous la bannière de la «défense de la liberté», mais la concurrence est rude et c'est chacun pour soi sur le plan financier. Leurs liens n'ont pas d'autre contrepartie qu'un abonnement, un échange de publications et un siège dans leurs conseils scientifiques respectifs. Ils s'avèrent toutefois précieux pour l'ancrage de G2W dans les milieux politiques helvétiques. Le contact avec le SAD est établi en 1971 par l'entremise du Centre de documentation internationale «Interdoc» à La Haye.[30] Les sources consultées ne permettent pas de déterminer qui de G2W ou d'Interdoc a pris l'initiative du premier contact. Elles renseignent par contre sur la volonté de Voss de développer

[27] AFZ, SAD-Dokumentation / 594 (Glaube in der 2. Welt, 1972–1975). «Abonnementserneuerung – Einzelmitglieder – Kollektivmitglieder», appel de G2W à ses membres en 1974.

[28] Voss, Zürichstrasse 155 oder Am Anfang arbeiteten wir auf dem Bauch, in: G2W, janvier 1975, 1. Voss, 20 Jahre Glaube in der 2. Welt (I) (cf. note 3).

[29] Voss, 20 Jahre Glaube in der 2. Welt (I) (cf. note 3). G2W, Reden, wo andere schweigen müssen (cf. note 13), 12.

[30] Giles Scott-Smith, Western Anti-Communism and the Interdoc Network: Cold War Internationale, London 2012. Giles Scott-Smith, Interdoc, Western Anti-Communism and the Transnational Imperative, in: Luc van Dongen/Stéphanie Roulin/Giles Scott-Smith (ed.), Transnational Anti-Communism, and the Cold War: Agents, Actions, and Networks, Londres 2014, 130–145.

un réseau européen sans dépendance financière vis-à-vis des Américains, et d'intéresser Interdoc à son projet d'institut de recherche sans précédent en Suisse, un pays neutre jouissant de bonnes relations diplomatiques avec l'URSS et les démocraties populaires.[31]

La principale organisation partenaire de G2W est le Centre for study of religion and communism fondé en 1970 à Londres, mieux connu à partir de 1973 sous le nom de Keston College.[32] C'est l'œuvre d'un prêtre anglican polyglotte, Michael Bourdeaux, qui a commencé à rassembler de la documentation à la suite d'un séjour linguistique à Moscou en 1959. D'autres voyages dans les années 1960 lui ont permis d'établir des canaux de communication avec des groupes religieux dans les pays communistes.[33] Les samizdats, écrits clandestins des dissidents censurés à l'Est, n'ont pas tardé à affluer vers le Keston College, dont la réputation a crû avec sa collection.

Parmi les autres correspondants de G2W figurent le Néerlandais Hans (Jan A.) Hebly[34] de l'Institut de missiologie d'Utrecht, ainsi que des instituts en RFA[35] et en Italie.[36] G2W est très discret sur la manière dont les samizdats lui parviennent. À ses débuts, il se fournit auprès de Radio Liberty,[37] puis du Keston College qui est son principal pourvoyeur. G2W reproduit et traduit nombre d'extraits tirés des revues spécialisées éditées par ses partenaires. Il parviendra ainsi à couvrir tous les courants religieux de toutes les régions du bloc de l'Est, des catholiques lituaniens aux minorités religieuses de Russie (juifs, catholiques, pentecôtistes, baptistes, etc.), en passant par les musulmans de Yougoslavie.

[31] AFZ, SAD-Dokumentation / 594 (Glaube in der 2. Welt, 1972–1975). Lettre de E. Voss à Interdoc (La Haye), 10.10.1971.

[32] Sur le Keston College: Hurst, British Humain Rights Organizations and Soviet Dissent (cf. note 8), 112–146. Michael Bourdeaux, Persecution, Collusion and Liberation. The Russian Orthodox Church from Stalin to Gorbatchev, in: Erdozain Dominic (ed.), Dangerous God. Christianity and the Soviet Experiment, DeKalb 2017, 51–73.

[33] Keston College – CSRC Press release, not for publication before Tuesday October 14th 1975. Archives du COE – World Council of Churches (ci-après: WCC), 428.15.3.6, Commission of the Churches on International Affairs.

[34] Biographie de Hebly dans Sabrina P. Ramet (ed.), Religious policy in the Soviet Union, Cambridge 1993, XIII.

[35] Notamment: le Christlich-Paneuroäisches Studienwerk – Brüsewitz-Zentrum à Bonn, le Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien à Cologne, d'anciens collaborateurs de l'Institut zur Erforschung der UdSSR de Munich, l'Internationale Gesellschaft für Menschenrechte à Francfort, la revue ‹Osteuropa› à Aachen.

[36] Le prof. Gustav A. Wetter SJ, de l'Université grégorienne de Rome, ainsi que Russia Cristiana à Milan.

[37] Il verse 150 DM par année à la section «Recherche» de cette radio de substitution basée à Munich et financée en sous-main par la CIA. Archives G2W, Lettre d'Eugen Voss à Martin Fontana, 28.01.1972.

G2W et les autres instituts à prétention scientifique endossent ainsi le rôle d'agences d'information et d'ONG religieuses pour relayer la «voix des martyrs» auprès d'instances internationales. Identifiés à la lutte contre le communisme, ils sont la cible de critiques récurrentes sur leurs sources de financements et leurs biais politiques qui les contraindront à de fréquentes mises au point.[38] Ainsi, Voss devra-t-il expliquer que G2W est indépendant sur les plans confessionnel, politique et économique, et que son activité consiste à collecter des informations objectives.[39]

Le moment critique de 1975–1976

En septembre 1975, sortant de sa discrétion sur le plan public, G2W se compromet auprès du pasteur Stückelberger et de l'Ostpriesterhilfe dans l'organisation d'une double marche silencieuse à Berne et Zurich pour les chrétiens persécutés dans les régimes communistes. Elle aurait réuni 7'000 manifestants selon la télévision, et entre 10'000 et 12'000 personnes selon G2W.[40] L'objectif était de capitaliser sur les accords d'Helsinki signés un mois plus tôt,[41] mais force est de constater que la stratégie de Voss en tant que responsable de communication n'est pas maîtrisée. La télévision suisse livre un compte rendu accablant sur les organisateurs et les participants, dont beaucoup semblent mal informés.[42] La manifestation est présentée comme une opération politique, tandis que des personnes interviewées en marge du défilé dénoncent une solidarité sélective qui se refuse aux victimes des dictatures de droite. Des contre-manifestants distribuent en outre des tracts présentant les objecteurs de conscience comme des «chrétiens persécutés» en Suisse. Sur le plan national, cette action de masse a peut-être fait plus de mal que de bien à la réputation encore fragile de G2W. Il s'évertuera ensuite à démontrer que, s'il est spécialisé dans une région précise du monde, sa solidarité s'étend non seulement à toutes les catégories de croyants, mais également à toute dissidence en lutte pour les libertés fondamentales. L'absence de toute mention de la double manifestation de 1975 dans la chronologie officielle de G2W et la non-

[38] Stricker, Glaube in der 2. Welt Institute (cf. note 3), 6–7.
[39] Eugen Voss, Standortbestimmung. Wo steht ihr?, in: G2W, Reden, wo andere schweigen müssen (cf. note 13), 13.
[40] Frischknecht et al., Die unheimlichen Patrioten (cf. note 4), 385–388. E. Maurer, Die Schweigemärsche vom 20. September, in: G2W, 10 (1975), 1–3.
[41] AFZ, KSZE, allgemein, 1983–1985. Lettre de H. Stückelberger et E. Voss (circulaire) à Stephan Winkler, Basel, 12.09.1975.
[42] Bericht vor acht, Schweizer Fernsehen, 23.09.1975.

répétition de l'expérience l'année suivante suggèrent que certains enseignements ont été tirés.[43]

Après l'échec de cette action publique, l'institut se concentre sur le lobbying auprès du COE. Ce dernier est accusé de ne pas aborder de front les atteintes à la liberté religieuse en URSS, alors qu'il dénonce l'apartheid en Afrique du Sud depuis 1969.[44] À la suite de l'assemblée internationale tenue à Nairobi en décembre 1975 d'où aucune résolution n'est sortie, le secrétariat général est bombardé de sollicitations et de documentation pour le contraindre à prendre position sur les persécutions religieuses à l'Est.[45] Eugen Voss entre dans la danse par une action concertée avec le Keston College et l'institut de missiologie d'Utrecht. Leur tactique consiste à faire pression par des comptes rendus critiques et des effets d'annonce, dans l'espoir que le COE n'ait plus d'autre choix que de traiter le sujet.[46]

La pièce maîtresse de leur stratégie est une longue lettre ouverte de Lev Regelson et Gleb Jakunin, deux figures de la dissidence religieuse en Russie, adressée au secrétaire général du COE Philip Potter par l'intermédiaire d'Andrei Sakharov. Les interrogations sur l'authenticité de cette missive ont été discutées ailleurs.[47] Ce qui est inédit, c'est son parcours tortueux à son destinataire final, plusieurs semaines après la date de rédaction, après avoir été traduite par Voss.[48] Ce dernier tient à la remettre en main propre, pensant ainsi s'assurer un entretien auquel il demande à venir accompagné de Stückelberger de la Christliche Ostmission. Il n'obtient de parler qu'au secrétaire exécutif de la Commission pour les affaires internationales (CCIA) du COE, Dwain Epps, et sans son acolyte jugé infréquentable. Dans cette entrevue très tendue du 14 mai 1976, Voss alterne cajoleries, menaces voilées et naïvetés. Il informe indisieusement d'une publication intitulée *Religious Liberty in the Soviet Union – WCC and USSR*, à paraître en juillet en anglais et en allemand.[49] Une copie du manuscrit pourrait être soumise au secrétariat général, dont les commentaires, le cas échéant, seraient intégrés dans la préface. Voss transmettrait ensuite la publication au Comité central du COE pour l'inclure à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

43 G2W, Reden, wo andere schweigen müssen (cf. note 13), 12. G2W, 6 (1976), 7.
44 Kunter, Die Kirchen im KSZE-Prozess (cf. note 6), 150–155.
45 WCC, 428.15.3.6, Commission of the Churches on International Affairs.
46 Eugen Voss, Was ist der Ökumenische Rat der Kirchen, in: G2W, 12 (1975), 1.
47 Kunter, Die Kirchen im KSZE-Prozess (cf. note 6), 150.
48 Rapport de Dwain C. Epps à Philip Potter, Visit by Mr. Voss of «Glaube in der Zweiten Welt», 14.05.1976. WCC, 428.15.3.6.
49 Michael Bourdeaux/Hans Hebly/Eugen Voss, Religious liberty in the Soviet Union. WCC and USSR, a post-Nairobi documentation, Keston College, juillet 1976.

Répondant habilement au chantage, Epps lui demande comment il compte s'y prendre pour parvenir à cette fin. Voss admet que la FEPS, les Églises néerlandaise, et ouest-allemande n'ont pas accepté de jouer les intermédiaires. Epps le met également en garde contre le caractère idéologique (sous-entendu anticommuniste) des instituts dont la revue G2W tire l'essentiel de sa documentation.[50] Des références telles que l'Internationale Gesellschaft für Menschenrechte à Francfort pourraient nuire à sa cause. Voss rétorque angéliquement que, comme G2W publie ces documents sans y ajouter de commentaire, on ne peut l'accuser de parti pris idéologique.

L'avertissement fait toutefois mouche. G2W va intégrer dans sa stratégie l'importance de se limiter à l'exposition des faits, de prendre en compte toutes les tendances de la dissidence et de multiplier les témoignages directs. Dans la «guerre des spécialistes»[51] qui fait rage à la fin des années 1970, avec l'aide du Keston College, il entend tirer son épingle du jeu. Tous deux veulent s'imposer comme intermédiaires et traducteurs des dissidents auprès de la Commission des affaires internationales où aucun collaborateur ne lit le russe.

Les deux instituts seront toutefois appréciés diversement par les instances dirigeantes du COE. Déplorant «l'attitude de sabotage» persistante de Michael Bourdeaux qui se sert de la télévision pour faire pression sur lui, la CCIA se félicite d'être parvenue à établir des relations de travail «raisonnablement bonnes» avec G2W.[52] L'audience scientifique et médiatique de Bourdeaux lui donne certains avantages dans le rapport de force avec le COE. Ses interventions régulières sur les chaînes britanniques le propulseront d'ailleurs comme expert auprès de Margareth Thatchter.[53] Voss n'a ni la même aura, ni le même tempérament que Bourdeaux. Comme on l'a vu, il ne dispose en outre d'aucune tribune médiatique. Il lui faut trouver d'autres canaux.

[50] Rapport de Dwain C. Epps (secrétaire exécutif de la Commission des Églises pour les affaires internationales du COE) à Philip Potter (secrétaire général), Visit by Mr. Voss of «Glaube in der Zweiten Welt», 14.05.1976. WCC, 428.15.3.6.

[51] Robert Hotz SJ, Bericht aus dem Informationsdschungel, in: Neue Zürcher Nachrichten, 01.10.1977.

[52] Note confidentielle de Leopoldo J. Niilus à Potter/van Vredenbuch/Epps/Koshy, 05.07.1976. WCC, 428.15.3.6.

[53] Hurst, British Humain Rights Organizations and Soviet Dissent (cf. note 8), 120, 128, 138–141.

Lobbying et expertise dans le suivi d'Helsinki: un impact informel?

Bien que plus discret dans l'arène politique, Eugen Voss parvient à intéresser le Département des Affaires étrangères et des parlementaires suisses à la Schweizerische Helsinki-Vereinigung (SHV). Ce groupe de monitorage est fondé pour ainsi dire dans les locaux de G2W, en 1977.[54] La composition du comité est le reflet d'une alliance entre le privé et le public typique d'associations nées pendant la guerre froide.[55] Ce soutien officiel aux activités de G2W équivaut à un nouveau stade de reconnaissance, renforçant sa position auprès de la CSCE.

Reste à déterminer l'impact effectif de cet activisme. Spécialiste de la question, Andrei Zagorski dresse un bilan nuancé de la participation des acteurs non étatiques aux conférences de suivi d'Helsinki.[56] En raison de l'obstruction des États communistes, leur action s'est réduite au lobbying auprès des délégations occidentales, en marge des discussions officielles. Il faut donc relativiser la portée de G2W lorsqu'il affirme avoir fourni une partie du matériel de base aux conférences de Belgrade (1977–1978) et de Madrid (1980–1983).[57] Privées d'accès aux outils d'implémentation d'Helsinki, les ONG ont dû rivaliser de ténacité pour faire passer leur message, s'organiser en réseau pour mieux se faire entendre, multiplier les colloques entre les conférences de la CSCE.[58]

G2W s'est particulièrement engagé dans cet effort, en contribuant à la création de la SHV et d'un comité européen d'Helsinki.[59] Consécration suprême, Voss devient membre de la délégation officielle suisse à Ottawa en 1985, en qualité de représentant des ONG pour les confessions religieuses, les contacts humains et les questions humanitaires. Mais ce travail de lobbying et d'expertise n'a pu produire d'effets qu'en conjonction avec l'émergence de groupes d'Helsinki à l'Est, avec lesquels G2W et ses partenaires ont noué de plus en plus de contacts. Pour prouver qu'il n'était pas seulement voué à dénoncer et à documenter des cas, il lance à partir de 1979 un programme d'aide concrète auprès des intéressés, allant de l'émission radio («Stimme der Orthodoxie») à l'envoi de littérature religieuse, en passant par le parrainage de croyants des pays communistes par des Suisses («Osthilfe direkt»).

C'est ainsi que les relations avec des acteurs locaux qui lui étaient jusque-là hostiles en raison de son «label» anticommuniste se détendent peu à peu. La revue

[54] Archives G2W, Protokolle des Vorstands 1.–40. August 1972–Dezember 1980, 142.
[55] Luc van Dongen/Roulin/Scott-Smith, Transnational Anti-Communism (cf. note 30).
[56] Zagorski, The Human Dimension of the CSCE (cf. note 9), 17–42.
[57] AFZ, G2W–KSZE: Aufsätze, Vorträge, 1985–1986. Bibliographische Hinweise.
[58] Par ex. Ottokar Basse (éd.), Kirche im sozialistischen Gesellschaftssystem: Begegnungen, Erfahrungen, Einsichten, Verantwortung, Zollikon 1986.
[59] Snyder, Human Rights Activism and the End of the Cold War (cf. note 9), 127.

des socialistes chrétiens, *Neue Wege* admet le bien-fondé de son action.[60] Les rapports avec la FEPS deviennent plus cordiaux partir du milieu des années 1980, mais c'est seulement à partir de 1989 que l'apport de G2W aurait été pleinement reconnu.[61]

Nouveaux défis, nouveau profil

En dépit des nombreuses voix qui estimaient qu'il était devenu obsolète après l'effondrement du Bloc de l'Est, l'institut a identifié de nouveaux enjeux et décidé qu'il avait un rôle à jouer dans la transition démocratique de ces pays.[62] Promouvoir le dialogue interreligieux pour prévenir les dérives des renaissances nationalistes et construire un espace de collaboration européen, tel était le principal défi à relever selon lui. Contrairement au Keston College qui a brutalement perdu sa raison de vivre et ses soutiens financiers en 1991, G2W est parvenu à changer de cap et à se relégitimer, allant jusqu'à ouvrir un bureau à Moscou pour développer des projets sociaux entre 1992 et 2006, sous la conduite de Franziska Rich.[63] Eugen Voss ayant pris ses distances avec l'institut après sa retraite en 1991, cette transition s'est réalisée grâce à un changement de génération.

Bien sûr, la baisse des revenus de G2W a été drastique. Les difficultés financières ont éprouvé sa cohésion interne et nécessité plusieurs adaptations de stratégie au fil des années.[64] Les contributions des Églises sont tombées de 60 à 35 % du budget annuel.[65] La revue qui comptait 4'000 abonnements a vu ses chiffres plonger graduellement, pour se stabiliser à 1'300 en 2018.[66] Des spécialistes y signent des articles et des synthèses de fond, dûment référencés, couvrant tous les pays de l'ancien bloc de l'Est et portant sur des questions politiques, religieuses, sociales et historiques. Il s'agit aujourd'hui d'un forum progressiste qui traite des thèmes les plus sensibles, de la condition des personnes LGBT en Russie aux violations des droits fondamentaux en Biélorussie, en passant par l'antisémitisme et la gestion problématique de la mémoire de l'holocauste en Europe.

60 Jakob Ragaz, «Befreiende Wahrheit» aus Moskau? Jede Gewaltherrschaft ist teuflisch, in: Neue Wege, 77 (1983), 276.
61 Stricker, Glaube in der 2. Welt Institute (cf. note 3), 6–7.
62 Bryner, 40 Jahre Berichterstattung über Osteuropa (cf. note 2), 7.
63 Panarese, La revue G2W face au moment 1989 (cf. note 2). Pour une comparaison entre G2W et Keston College, voir Gerd Stricker/Walter Sawatski, Postscript – Keston Institute in Transition, in: Occasional Papers on Religion in Eastern Europe, 6 (2002), article 6.
64 APIC, Grave conflit à la tête de l'institut œcuménique G2W. Le directeur frappe violemment son adjoint, 27.09.2005.
65 Stricker, Glaube in der zweiten Welt Institute (cf. note 3), 14.
66 Jahresbericht 2018, 4.

L'institut figure en outre parmi les rares ONG suisses encore actives en Russie. Trois décennies après l'implosion du communisme, les besoins sont pourtant criants. Le gouvernement de Vladimir Poutine ne ménage pas ses efforts pour intimider les membres de la société civile qui prétendent y apporter des remèdes. Il traque également les soi-disant «agents de l'étranger» pour réduire au silence toutes les organisations critiques à l'égard du pouvoir. Parmi les victimes emblématiques d'une législation de plus en plus liberticide[67] figurent l'organisation Memorial, le «Mouvement pour les droits de l'homme», ainsi que le «Fonds de la lutte contre la corruption» de l'opposant Alexeï Navalny. Des projets caritatifs et axés sur la réinsertion sociale passent toutefois entre les mailles du filet répressif. C'est le cas du centre pour jeunes délinquants, du fonds pour les personnes toxicodépendantes et de l'association de mères de soldats que G2W soutient à Saint-Pétersbourg.

Au regard de son changement de profil après 1991, la question de la nature de G2W dans les années cruciales d'Helsinki posée par cette contribution était plus complexe qu'il n'y paraissait. Pour répondre, il fallait d'une part considérer son évolution dans la durée, avec des inflexions parfois subtiles entre 1972 et 1991. Il s'agissait d'autre part de dépasser le discours un peu convenu sur son action, qu'il s'agisse de son propre discours «autocongratulant» ou de celui de ses critiques. En dépit des accointances avérées avec la mouvance chrétienne et anticommuniste de droite dans les années 1970, G2W n'était pas réductible à elle. Groupe de pression auprès des Églises et des organisations internationales, G2W a peu à peu été reconnu comme une ressource d'information et d'expertise. Il a ensuite conquis une voix – ainsi que Voss aimait à le rappeler – en tant qu'ONG interconfessionnelle auprès de la CSCE. Mais il faut nuancer à plus d'un titre: cette place n'a été gagnée qu'au milieu des années 1980, avec voix consultative seulement, et en marge des conférences officielles.

Si G2W était resté dans la posture de lobbyiste offensif qui était la sienne jusqu'au milieu des années 1970, il n'aurait probablement pas survécu à la chute du communisme. Le réel tournant pour lui n'est pas intervenu à la chute du mur, mais au milieu des années 1970, lorsqu'il est parvenu à un modus vivendi avec le COE. Ce dernier fera l'autre moitié du chemin en lançant en 1980 un programme spécial des Églises pour le respect des accords d'Helsinki[68] – une évolution à laquelle le travail de lobbying a certainement contribué. G2W n'aurait pas non plus survécu s'il s'était cantonné à la défense des seuls chrétiens. Il n'a pas suivi la voie réactionnaire de son ancien partenaire, le pasteur Stückelberger, qui a créé

[67] Arseni Roginski/Alexandre Daniel, Russie: le pouvoir contre les ONG. Le point de vue de Memorial, in: Le Débat, n° 178 (2014), 1, 183–192.

[68] Ghebali/Steinert, Religionsfreiheit (cf. note 10), 60.

au début des années 2000 une fondation Futur CH (Zukunft CH) dénoncée comme organisation islamophobe par le portail d'information catholique suisse.[69] Cette inclinaison de Stückelberger, déjà clairement observable dans les années 1970, n'a certes pas réfréné Eugen Voss de collaborer avec lui. Mais G2W a renforcé la cohérence de son discours, en consacrant par exemple plusieurs dossiers aux musulmans en Yougoslavie dès la fin des années 1970.[70] On pouvait y lire que l'Islam existe depuis longtemps en Europe, que de nombreux travailleurs immigrés en Suisse et en Allemagne sont musulmans, et qu'il semble normal que des mosquées y soient construites pour eux.

Enfin, il semble évident qu'Eugen Voss n'aurait pu se hisser au rang d'expert et de représentant des ONG confessionnelles et humanitaires auprès de la CSCE s'il n'avait bénéficié d'appuis dans les milieux politiques et diplomatiques helvétiques. La configuration et les dynamiques de ces réseaux restent à explorer pour mieux comprendre le rôle de la Suisse neutre comme centre interconfessionnel, plateforme anticommuniste et «carrefour de communication»[71] durant les deux dernières décennies de la guerre froide.

Lobbying et expertise durant le processus d'Helsinki – L'institut suisse Glaube in der 2. Welt *et la défense des libertés religieuses dans le bloc de l'Est*

Parmi les organisations de défense des droits humains qui ont œuvré en marge du processus d'Helsinki (1975–1990), l'institut zurichois *Glaube in der Zweiten Welt* (G2W) occupe une place à part. Fondé en 1972 pour documenter les atteintes à la liberté religieuse dans le bloc de l'Est, il s'est mué après le tournant de 1989–1991 en forum œcuménique «pour la foi, la religion et la société entre l'Est et l'Ouest». Ses principaux partenaires ont soit disparu avec l'URSS, soit évolué vers la défense d'un christianisme ultraconservateur. Cette contribution interroge les jalons de cette reconversion que le changement de génération à la tête de l'institut en 1991 ne suffit pas à expliquer. Elle postule qu'un virage a été pris au milieu des années 1970 déjà, dans le «bras de fer» pour placer la liberté religieuse à l'agenda du Conseil œcuménique des Églises (COE) et pour l'ancrer dans la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). G2W est passé du statut d'officine anticommuniste et de groupe de pression offensif à celui d'expert agréé dans les dernières conférences de suivi d'Helsinki. Nuançant les interprétations qui le réduisaient à une entreprise purement politique, l'analyse du réseau et du mode d'action de G2W révèle aussi les limites d'un engagement dont les effets n'ont pu être qu'indirects, faute d'un accès aux outils d'implémentation de la CSCE.

Organisation non gouvernementale (ONG) – droits humains – liberté religieuse – Helsinki – Conseil œcuménique des Églises (COE) – CSCE.

[69] Suisse: Le pasteur Stückelberger et Futur CH surfent sur les tendances islamophobes. Christian Solidarity International (CSI) se distancie de son fondateur, cath.ch, 03.12.2014.

[70] G2W, 4/1979, 6/1979. Rudolf Grulich, Der Islam in Jugoslawien, Zollikon 1979.

[71] L'expression est de Nadezhda Beljakova, qui étudie ces aspects dans son projet d'habilitation, «The Swiss Crossroads: Communication Networks of Religious Activists across the Iron Curtain» (2021 –).

Lobbying und Expertise während des Helsinki-Prozesses – Das Schweizer Institut Glaube in der 2. Welt *und die Verteidigung der Religionsfreiheit im Ostblock*

Unter den Menschenrechtsorganisationen, die am Rande des Helsinki-Prozesses (1975–1990) arbeiteten, nimmt das in Zürich ansässige Institut *Glaube in der Zweiten Welt* (G2W) einen besonderen Platz ein. Gegründet 1972, um die Verstösse gegen die Religionsfreiheit im Ostblock zu dokumentieren, wurde es nach der Wende 1989–1991 zu einem ökumenischen Forum für «Glaube, Religion und Gesellschaft zwischen Ost und West». Ihre wichtigsten Partner verschwanden entweder mit der UdSSR oder gingen zur Verteidigung eines ultrakonservativen Christentums über. Dieser Beitrag fragt nach den Meilensteinen dieser Umstellung, die sich mit dem Generationswechsel an der Spitze des Instituts 1991 nicht erklären lassen. Er argumentiert, dass bereits Mitte der 1970er Jahre eine Verschiebung im «Kampf» darum stattfand, die Religionsfreiheit auf die Tagesordnung des Ökumenischen Rates der Kirchen (ÖRK) zu setzen und sie in der Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE) zu verankern. G2W hat sich von einer antikommunistischen und offensiven pressure group zu einem anerkannten Experten bei den jüngsten Helsinki-Folgekonferenzen entwickelt. Die Analyse des Netzwerks und der Wirkungsweise von G2W zeigt auch die Grenzen eines Engagements auf, dessen Auswirkungen aufgrund des fehlenden Zugangs zu den Implementierungsinstrumenten der KSZE nur indirekt sein konnten, und nuanciert damit die Interpretationen, welche es auf ein rein politisches Unternehmen reduzierten.

Nichtregierungsorganisationen (NGO) – Menschenrechte – Religionsfreiheit – Helsinki – Ökumenischer Rat der Kirchen (ÖRK) – KSZE.

Lobbying e competenza durante il processo di Helsinki – L'Istituto svizzero Glaube in der 2. Welt *e la difesa della libertà religiosa nel blocco orientale*

Tra le organizzazioni di difesa dei diritti umani che hanno operato ai margini del processo di Helsinki (1975–1990), l'istituto zurighese *Glaube in der Zweiten Welt* (G2W) occupa un posto importante. Fondato nel 1972 per documentare le violazioni della libertà religiosa nel blocco orientale, è diventato un forum ecumenico «per la fede, la religione e la società tra Est e Ovest» dopo la svolta degli anni 1989–1991. I suoi principali collaboratori sono scomparsi con l'URSS o si sono evoluti in difensori di un cristianesimo ultraconservatore. Questo articolo esamina le tappe di una riconversione che il cambio generazionale nella direzione dell'istituto nel 1991 non è sufficiente a spiegare. Esso ipotizza inoltre che un cambiamento di rotta sia stato intrapreso già a metà degli anni '70, durante il «braccio di ferro» finalizzato a mettere la libertà religiosa nell'agenda del Consiglio Mondiale delle Chiese (WCC) e ad ancorarla nella Conferenza sulla Sicurezza e la Cooperazione in Europa (CSCE). Il G2W è passato dalla condizione di officina anticomunista e di gruppo di pressione offensivo a quella di esperto riconosciuto nelle ultime conferenze a seguito di quella di Helsinki. Attenuando le interpretazioni che lo riducevano ad un'impresa puramente politica, l'analisi della rete e delle modalità di azione del G2W rivela anche i limiti di un impegno i cui effetti non poterono che essere indiretti, a causa della mancanza di accesso agli strumenti di attuazione della CSCE.

Organizzazioni non governamentali (ONG) – diritti umani – libertà religiosa – Helsinki – Consiglio Mondiale delle Chiese (WCC) – CSCE.

Lobbying and expertise during the Helsinki process – The Swiss Institute Glaube in der 2. Welt *and the defense of religious freedom in the Eastern bloc*

Among the human rights organisations that worked on the fringes of the Helsinki process (1975–1990), the Zurich-based institute *Glaube in der Zweiten Welt* (G2W) holds a special place. Founded in 1972 to document violations of religious freedom in the Eastern Bloc, it

developed after the turnaround of 1989–1991 into an ecumenical forum «for faith, religion and society between the East and the West». Its main partners have either disappeared with the USSR, or evolved towards the defense of an ultraconservative Christianity. This contribution examines the milestones of this conversion, for which the change of generation at the head of the institute in 1991 does not offer a sufficient explanation. It postulates that a shift had already taken place in the mid-1970s in the «arm wrestling» to put religious freedom on the agenda of the World Council of Churches (WCC) and to anchor it in the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE). G2W has grown from an anti-communist and offensive lobby group to a recognised expert in the last Helsinki follow-up meetings. Putting into perspective the interpretations that reduced it to a purely political enterprise, the analysis of G2W's network and *modus operandi* also reveals the limits of a commitment whose effects could only be indirect due to a lack of access to the CSCE implementation tools.

Non-governmental organisations (NGOs) – Human rights – religious liberty – Helsinki – World Council of Churches (WCC), – CSCE.

Stéphanie Roulin, PD Dr., lectrice en histoire contemporaine (Université de Fribourg) et chargée de cours (UniDistance Suisse); https://orcid.org/0000-0003-1220-509X.